



HAL
open science

L'élection présidentielle 2023 : un nouveau printemps démocratique pour le Guatemala ?

Erica Guevara

► **To cite this version:**

Erica Guevara. L'élection présidentielle 2023 : un nouveau printemps démocratique pour le Guatemala ?. Les Études du CERI, 2024, Amérique latine. L'Année politique 2023, 271-272, pp.62-66. 10.25647/etudesduceri.271-272.11 . hal-04419337

HAL Id: hal-04419337

<https://sciencespo.hal.science/hal-04419337v1>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'élection présidentielle 2023 : un nouveau printemps démocratique pour le Guatemala ?

par Erica Guevara

La victoire inattendue de Bernardo Arévalo, candidat du parti Semilla, à l'élection présidentielle guatémaltèque de 2023, a suscité l'espoir d'un « printemps démocratique » dans un pays largement gangréné par la corruption. Cependant, le climat de forte tension de la campagne électorale, les menaces de mort adressées au nouveau président élu, ainsi que la crise institutionnelle déclenchée par le ministère public (MP, équivalent du bureau du procureur) qui tentait encore de délégitimer les résultats du scrutin en novembre 2023, rendent compte des difficultés qui attendent le nouveau gouvernement. Celui-ci est par ailleurs loin de disposer de la majorité au Parlement. Cette élection signe enfin une importante défaite pour Sandra Torres, l'éternelle candidate du parti Union nationale pour l'espérance (UNE) qui perd pour la troisième fois consécutive la course présidentielle.

Une victoire surprise

Rien n'avait laissé présager le succès de Bernardo Arévalo dans les mois précédant le premier tour du 25 juin 2023. D'une part, il n'apparaissait pas du tout dans les résultats des sondages, largement critiqués depuis. D'autre part, sa candidature à la présidence semblait noyée parmi les vingt-et-une autres. Ce grand nombre de prétendants, signe d'une fragmentation partisane croissante mais endémique au Guatemala, aurait pu être encore plus élevé si quatre autres candidatures n'avaient pas été refusées par le Tribunal suprême électoral (TSE), dont celles de deux personnalités qui avaient obtenu des scores non négligeables lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2019, Thelma Cabrera (du parti indigène Mouvement de libération des peuples, arrivée en quatrième position) et Roberto Arzú (fils de l'ancien président Alvaro Arzú, représentant du courant traditionnel conservateur avec le parti Avancée nationale, arrivé en cinquième position). La campagne aurait également pu prendre un autre tour si la candidature de Carlos Pineda (parti Prospérité citoyenne), qui rencontrait un large succès avec une campagne antipolitique menée sur les réseaux sociaux (et notamment sur TikTok)¹, n'avait pas été annulée par le TSE en mai 2023. Avant cette suspension, il était en tête des sondages, suivi par Sandra Torres (UNE), Edmond Mulet (ancien fonctionnaire de l'ONU, représentant du parti conservateur Cabal) et Zury Ríos (parti Valor), dont la candidature avait été validée malgré ses liens de parenté avec l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt.

L'éviction de Pineda semblait donc laisser le champ libre à Sandra Torres, l'ex-femme du président Alvaro Colom (2008-2012), qui brigait le mandat présidentiel pour la troisième fois avec l'UNE, dont elle était parvenue à récupérer le contrôle malgré la crise aiguë traversée entre 2019 et 2021, à la suite de la scission du parti et de sa propre arrestation pour des

¹ Voir S. Menchú, « Carlos Pineda : el finquero y empresario que rompió la política tradicional desde Tiktok », *Prensa Libre*, 8 mai 2023.

accusations de financement illicite de sa campagne. Figure centrale de la classe politique guatémaltèque depuis le début des années 2000, symbole de la politique « traditionnelle » du pays, personnage infatigable et tenace ayant traversé pendant sa longue carrière de nombreuses crises et scandales de toutes sortes (surtout partisans ou de corruption), Sandra Torres s'était de nouveau relevée après son échec au second tour de l'élection présidentielle de 2019. Elle a ainsi réussi à remporter le premier tour du scrutin, avec 21,1 % des voix contre 15,5 % pour Bernardo Arévalo, avec un taux de participation élevé de 60 % (malgré un taux non moins élevé de 24,4 % de votes blancs et nuls). Elle a toutefois été battue au second tour le 20 août 2023, avec 37,2 % des votes contre 58 % pour Arévalo. Notons cependant qu'une importante partie de la population s'est abstenue au second tour : le taux de participation est tombé à 44,9 %, soit presque quinze points de différence avec le premier².

Même après la surprise du premier tour, la victoire de Bernardo Arévalo en août 2023 semblait peu probable : il était situé à gauche du spectre politique guatémaltèque, dans un pays qui a tendance à préférer des candidats de droite et/ou conservateurs, comme en témoignaient tant les résultats de élections des vingt dernières années que les sondages précédant le premier tour de 2023. En effet, Bernardo Arévalo est plutôt associé aux secteurs progressistes du pays, du fait de son héritage familial – il est le fils de l'ancien président Juan José Arévalo, considéré comme étant « socialiste » voire révolutionnaire et promoteur d'un programme réformiste durant son gouvernement entre 1945 et 1951 – et en raison du programme de Semilla. Créé en 2014 par des universitaires et des intellectuels qui ne disposaient que de peu d'expérience politique, ce mouvement se voulait tout d'abord un cercle de réflexion sur les problèmes du Guatemala, et notamment sur sa classe politique sclérosée par la corruption. Le mouvement a joué un rôle important lors des grandes mobilisations sociales de 2015, qui ont conduit à la démission du président Otto Pérez Molina et de la vice-présidente Roxana Baldetti, à la suite du scandale de corruption des douanes dit « la Línea », dans lequel le gouvernement était directement impliqué. Dénonçant le « pacte des corrompus » et défendant un programme ouvertement social-démocrate et écologique, le mouvement attire de nombreux jeunes, notamment dans les zones urbaines. Semilla devient un parti et présente sa première candidate, Thelma Aldana, à l'élection présidentielle de 2019. Cette procureure générale et cheffe du MP avait travaillé aux côtés de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), créée par l'ONU, dans le cadre des enquêtes qui avaient permis de révéler de nombreux scandales de corruption impliquant des membres du gouvernement, dont celui de la Línea. Sa candidature à la présidence est cependant entachée par un mandat d'arrêt prononcé par un juge l'accusant d'avoir embauché un fonctionnaire de manière irrégulière. Menacée de mort par ailleurs, elle s'exile au Salvador, où elle apprend en mai 2019 que sa candidature a été suspendue par la Cour constitutionnelle en raison de dettes en cours. Privé de candidate à la présidence, le parti n'obtient que sept postes de députés, et son avenir est incertain. Cinq ans plus tard, l'élection du candidat de Semilla à la présidence apparaît donc pour le moins inattendue.

² Selon les chiffres du TSE.

Cependant, plusieurs facteurs peuvent expliquer le succès du candidat Bernardo Arévalo : la faiblesse du système partisan, la « sandrophobie »³ – ou la polarisation affective⁴ qui conduit depuis de nombreuses années une grande partie des électeurs à voter « contre » Sandra Torres et non « pour » un autre candidat – et surtout le ras-le-bol d’un électorat jeune et de plus en plus urbain face à la corruption et à la classe politique traditionnelle en général. La variable territoriale est ainsi décisive pour comprendre les résultats des élections guatémaltèques. Malgré ses succès notables dans les zones rurales du pays depuis 2015, et surtout en 2019 et 2023, Sandra Torres ne remporte jamais les villes, où se trouve l’essentiel de la population du pays. En 2019, l’électorat urbain ayant voté pour d’autres candidats au premier tour s’était clairement reporté au second tour sur la candidature d’Alejandro Giammattei, pourtant loin derrière Sandra Torres. Au second tour de 2023, Bernardo Arévalo a obtenu plus de 79 % des votes dans le District Central, plus de 74 % dans le département du Guatemala, et plus de 82 % dans le département de Sacatepéquez. Sandra Torres n’a conquis que les zones rurales et moins peuplées du nord du pays, ses fiefs traditionnels de l’Alta Verapaz, du Petén, de Izabal et de Zacapa, avec des scores beaucoup moins impressionnants que ceux d’Arévalo. Les analyses de la cartographie électorale menées depuis 2015⁵ démontrent aussi l’importance croissante des populations urbaines dans l’ensemble des départements du pays, y compris les plus ruraux, qui ont aussi tendance à rejeter massivement les politiques perçus comme appartenant à une « vieille classe politique corrompue » en général et à ne pas s’identifier au programme de Sandra Torres en particulier, car il met plutôt l’accent sur des mesures sociales destinées aux zones rurales, perçues par l’électorat urbain comme étant clientélistes⁶. Malgré le basculement à droite de la candidate, qui a adopté lors de cette dernière campagne des positions ouvertement conservatrices sur des sujets tels que la sécurité ou le genre, c’est plutôt l’affichage anticorruption du parti adverse qui l’a emporté, qu’il soit de gauche comme en 2023, ou de droite comme en 2015 (rappelons que le comédien Jimmy Morales s’était fait élire avec le slogan « Ni voleur ni corrompu »). Notons enfin que même si de nombreuses candidates (dont Sandra Torres, Thelma Aldana, Thelma Cabrera, Zury Ríos) sont souvent populaires pendant les campagnes électorales et dans les sondages, l’électorat guatémaltèque a plutôt tendance à opter pour une candidature masculine.

Un panorama sombre et une crise institutionnelle

La victoire de Bernardo Arévalo marque donc une véritable alternance et un tournant important dans la politique guatémaltèque, car il s’agit de la première fois depuis vingt ans qu’un parti est élu avec un programme positionné à gauche du spectre politique. Elle a ouvert

³ Voir J. Estrada Tobar, « Todo sobre Sandra : los mitos, los pobres, el narco y más », *Nómada*, 30 avril 2019 ; J. Fortín, *Entre el Clivaje Social y el Clientelismo : Una Posible Explicación de los Resultados Electorales del 2019*, Centro para el análisis de las decisiones públicas, Universidad Francisco Marroquín, 2019.

⁴ S. Iyengar, G. Sood et Y. Lelkes, « Affect, not ideology. A social identity perspective on polarisation », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 76, n° 3, 2012, pp. 405-431.

⁵ Voir J. R. Lebeau, Q. Godoy et J. Reynoso, « Segunda vuelta : Torres o Giammattei, un análisis territorial », *Plaza Pública*, 22 juin 2019.

⁶ E. Guevara, « Guatemala, an alternation in continuity », in O. Dabène (dir.), *Latin America’s Pendular Politics, Studies of the Americas*, New York, Palgrave Macmillan, 2023, pp. 89-114.

aussi l'accès au gouvernement d'une nouvelle élite politique étrangère aux scandales de corruption, ce qui a conduit les médias à parler de « printemps de la démocratie » et de « renouveau de la politique » guatémaltèque.

La joie des électeurs a cependant été de courte durée. Menacé de mort, Bernardo Arévalo a dû tout d'abord suspendre des célébrations publiques. Ensuite, le résultat des élections n'a pas été reconnu par le parti de Sandra Torres. Enfin, les différentes attaques portées au processus électoral par des institutions judiciaires, et notamment le MP, dès l'annonce des résultats du premier tour ont créé un climat de fortes tensions et de crise institutionnelle majeure. Pendant plus d'un mois, de « grandes marches pour la démocratie » et de nombreuses manifestations citoyennes ont été organisées pour défendre le résultat des élections et exiger la démission de la procureure générale et cheffe du MP, María Consuelo Porras, ainsi que du Procureur spécial contre l'impunité (FECI) et d'autres procureurs et juges. Ceux-ci avaient mené des actions remettant en question le déroulement des élections (par exemple en demandant un nouveau décompte des voix et une vérification de la cohérence des procès-verbaux avec les résultats transmis) ou visant à suspendre Semilla (en raison de soi-disant falsifications de signatures dans le processus de reconnaissance officielle du parti). Des organisations d'observation électorale nationales et internationales ont exprimé leur soutien au processus électoral et reconnu la légitimité des résultats. Elles ont aussi fait part de leur inquiétude face à la judiciarisation de ce processus. L'Organisation des Etats américains (OEA), habituellement assez modérée dans ses déclarations, a insisté dans ses rapports à la fois sur la temporalité suspecte et *ex post* des accusations du MP, et sur le caractère « différencié et excessif » des mesures prises par les autorités à l'encontre de Semilla⁷, menacé de dissolution alors qu'il avait gagné les élections. Cette crise institutionnelle n'est que le symptôme d'une forte judiciarisation des élections au Guatemala, dans un contexte où la légitimité et l'indépendance des institutions judiciaires et électorales sont limitées et remises en cause. D'une part, les processus électoraux sont marqués par une forte méfiance envers le TSE, notamment à la suite de l'annulation de candidatures pour des raisons qui apparaissent souvent arbitraires. D'autre part, la très polémique procureure générale María Consuelo Porras a été nommée par l'ancien président Jimmy Morales et reconduite par Alejandro Giammattei malgré les nombreuses accusations portées à son encontre, y compris par le gouvernement des Etats-Unis qui l'accuse de protéger des politiciens corrompus et de faire obstruction à des procédures en cours.

Quelle que soit l'issue de la crise institutionnelle⁸, il y a fort à parier qu'Arévalo et son cabinet rencontreront d'importantes difficultés à gouverner, dans la mesure où Semilla ne représente que la troisième force au Parlement (avec 23 députés), derrière Vamos (le parti du président sortant Giammattei, 39 sièges) et l'UNE (28 sièges). Si Semilla est finalement dissous, ses députés élus seront reconnus comme étant « indépendants » et ne pourront pas

⁷ Voir Rapport de l'OEA du 1^{er} septembre 2023 sur le site du département de l'observation et de la coopération électorales de l'OEA : www.oas.org/eomdatabase/MoeReport.aspx?Lang=es&Id=455&MissionId=542

⁸ Lorsque nous terminions cet article, Semilla avait effectivement été suspendu par le TSE et le MP avait confirmé cette décision, rejetée par les députés élus qui continuaient à mener toutes les actions possibles pour être reconnus comme groupe politique à l'Assemblée législative.

siéger de la même manière que les autres au Parlement. Les autres partis représentés à l'Assemblée se situent plutôt à droite du spectre politique. Enfin, au niveau municipal, Semilla n'a remporté que peu de mairies face à Vamos et à l'UNE. Le gouvernement et les députés identifiés à Semilla seront donc obligés de composer avec une forte opposition et de consentir à des alliances qui peuvent compromettre leur positionnement indépendant et l'ampleur des changements annoncés dans leur programme.

Pour citer ce chapitre : Erica Guevara, « L'élection présidentielle 2023 : un nouveau printemps démocratique pour le Guatemala ? », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].